



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME



DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

ARRÊTÉ N°

**prescrivant la mise en place de servitudes d'utilité publique sur le site de l'ancienne
décharge BOURBIE au lieu-dit « Les listes » sur la commune d'ISSOIRE**

Le Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre V du code de l'environnement et notamment les articles L. 515-8 à L. 515-12 de la partie législative et les articles R. 515-31-1 à R. 515-31-7 de la partie réglementaire ;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 126-1 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1987 autorisant les établissements BOURBIE S.A, dont le siège social est ZI des Listes - BP 44 - 63502 Issoire, à exploiter, au lieu-dit « Les Listes » dans la zone industrielle d'Issoire, un centre d'enfouissement technique de déchets industriels banals provenant d'installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 02/03388 du 6 septembre 2002 autorisant la société BOURBIE S.A, à poursuivre et à étendre l'exploitation du centre d'enfouissement technique de déchets industriels banals au lieu-dit « Les Listes » sur la commune d'Issoire ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 07/02984 du 21 juin 2007 mettant en demeure la société BOURBIE S.A de respecter les conditions d'exploitation du centre d'enfouissement technique de déchets industriels banals ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 09/02355 du 8 septembre 2009 ordonnant consignation de somme ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 10/00873 du 1 avril 2010 mettant en jeu les garanties financières souscrites par les Ets BOURBIE ;
- VU** le dossier de notification de la cessation d'activité du centre d'enfouissement technique des « Listes » à Issoire (rapport ANTEA n° 50943/A de juin 2008) ;
- VU** les recommandations établies par le cabinet spécialisé ANTEA dans le dossier de fin de travaux n° 69029/A de novembre 2012 ;
- VU** le rapport ANTEA n° 53495/C de novembre 2012 présentant les servitudes d'utilité publique à instituer sur le centre d'enfouissement des « Listes » à Issoire ;
- VU** le rapport établi par l'inspecteur des installations classées en date du 25 mars 2013 ;
- VU** l'avis des propriétaires des parcelles concernées par les servitudes rendu le 23 août 2013 et l'extrait cadastral joint ;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 18 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT que sur les terrains occupés par l'ancien centre d'enfouissement BOURBIE ont été confinés, des déchets industriels banals en quantité importante ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de surveiller l'évolution de l'impact des activités polluantes qui ont été autrefois exercées sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'occupation des sols est incompatible avec certaines utilisations et qu'il convient de mettre en place des servitudes d'utilité publique pour rendre pérennes les restrictions d'usage ;

CONSIDÉRANT que les terrains concernés par les pollutions de sol appartiennent à un nombre restreint de propriétaires ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans ce cas, de faire usage de la procédure simplifiée de mise en place de servitudes d'utilité publique en substituant l'enquête publique par la consultation du propriétaire telle qu'elle est prévue à l'article L. 515-12 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy de Dôme,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles n° 431, 432, 433, 434, 473, 595, 578, 579 et une parcelle du domaine public en partie, de la section BE, du plan cadastral de la commune d'Issoire (cf. annexe A).

Sur les parcelles en partie concernées, les servitudes s'exercent au droit de l'emprise des alvéoles et des ouvrages périphériques tels que les fossés.

Ces parcelles sont la propriété :

| Parcelles | Propriétaires |
|---|---|
| BE 431, BE 432, BE 433, BE 434, BE 473, BE 579 | Etablissements E.BOURBIE BP 44 63502 Issoire Cedex |
| BE 578, BE 595 (ex BE 577 en partie) | Mr Claude BOURBIE et Mme Lucile GARRAIT (épouse BOURBIE) 39 avenue de la libération 63500 Issoire |
| Parcelle rattachée à l'autoroute (non cadastrée) et enclavée entre BE 432 et BE 433 | Domaine Public |

ARTICLE 2

Ces servitudes ont pour objectif :

- de conserver la mémoire des activités pratiquées sur ce site ;
- d'interdire tout projet immobilier ou toute activité susceptibles de nuire au confinement des déchets, aux moyens de collecte des lixiviats, aux ouvrages implantés sur le site et destinés à sa surveillance.
- de permettre l'entretien du site et son suivi post-exploitation

ARTICLE 3 - Nature des servitudes

L'accès au site devra être permanent pour les organismes et travailleurs appelés à y pénétrer pour assurer l'entretien paysager et le confinement des matériaux enfouis.

Sur l'ensemble des parcelles énumérées à l'article 1, sont interdites les constructions et les activités à usage sensible : maisons d'habitation, écoles ou crèches, maisons de retraite, aires d'agrément et de jeux d'enfants, terrains de sport, culture et élevage, camping et aire de stationnement de caravanes ou de camping-car, même à titre provisoire ;

Sont également interdits :

- l'exécution de travaux de terrassement à l'exception des travaux de recouvrement et d'entretien ;
- l'exécution de travaux d'affouillement ;
- l'exécution de forages ou puits à l'exception de la pose de piézomètres ;
- la construction de bâtiments.

En revanche, sur la parcelle BE 473, GRTGAZ, gestionnaire d'une canalisation de transport de gaz, est autorisé à intervenir et à exécuter des travaux de terrassement dans le cadre de ses activités d'entretien et de maintenance du réseau. Ces interventions devront être réalisées dans le respect des prescriptions de l'article 2 du présent arrêté

Trois piézomètres, PZ1, PZ4 et PZ5C permettant de surveiller la qualité des eaux de la nappe située au droit du site et un bassin tampon permettant de surveiller la qualité des eaux de ruissellement sont implantés conformément au plan joint en annexe A, au présent arrêté.

A des fins d'entretien et de prélèvement, l'accès à ces ouvrages et au bassin tampon devra être permanent.

Toutefois, les terrains concernés pourront être utilisés pour un usage de type industriel, sous réserve de démontrer la compatibilité des caractéristiques d'implantation et d'activité avec les restrictions ci-dessus.

Le préfet devra être informé préalablement à tout aménagement ou travaux sur les terrains visés à l'article 1 du présent arrêté. Toute prescription additionnelle requise pour garantir les intérêts fixés à l'article L511-1 du code de l'environnement pourra alors être mise en œuvre.

ARTICLE 4 - Information

Toute transaction immobilière, totale ou partielle, doit être portée au préalable à la connaissance du préfet.

ARTICLE 5 - Enregistrement et transcription

Les servitudes feront l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

Elles devront être retranscrites dans les documents d'urbanisme par les soins du maire de la commune d'Issoire, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché à la mairie d'Issoire pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire. Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible à l'entrée du site.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais des propriétaires, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Puy de Dôme.

ARTICLE 7

La présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy de Dôme et notifié aux propriétaires indiqués à l'article 1 ainsi qu'au maire de la commune d'Issoire.

Une copie conforme en sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Puy de Dôme ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne ;
- Monsieur le directeur de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du Puy de Dôme ;
- Monsieur le directeur départemental des territoires du Puy de Dôme ;
- Monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne et du Puy-de-Dôme ;
- Monsieur le responsable département réseau Auvergne de GRTgaz- Région Rhône Méditerranée ;
- Monsieur le chef de l'unité territoriale Allier/Puy de Dôme - DREAL .

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont Ferrand, le **07 NOV. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Thierry SUQUET

Annexe A

Plan cadastral modifié de la décharge BOURBIE

(Piézomètres + bassin tampon + périmètre SUP)

